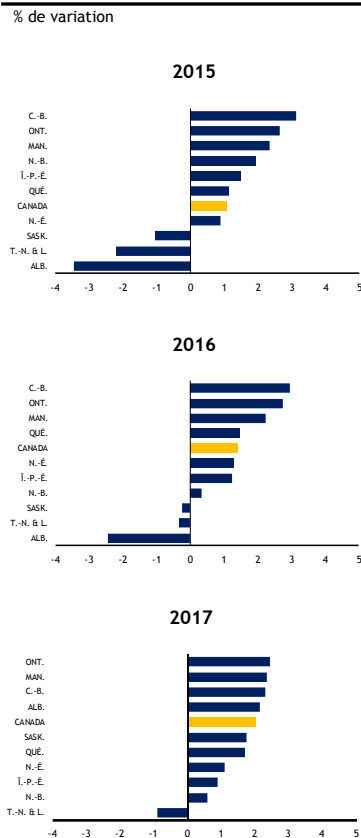


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Juin 2016

Des ajustements complexes se poursuivent dans l'ensemble des provinces en 2016

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint
(416) 974-7231
paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
Économiste principal
(416) 974-6192
robert.hogue@rbc.com

Gerard Walsh
Économiste
416-974-6525
gerard.walsh@rbc.com

- Au Canada, les perspectives économiques varient considérablement d'une province à l'autre.
- Les provinces productrices de pétrole seront confrontées, cette année encore, à une contraction de l'activité. En revanche, toutes les provinces consommatrices de pétrole devraient enregistrer une croissance, laquelle sera plutôt vigoureuse dans le cas de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et, dans une moindre mesure, du Manitoba.
- Nous avons abaissé nos prévisions de croissance du PIB pour l'Alberta en 2016, de -1,6 % auparavant à -2,5 %, en raison d'un début d'année moins robuste que prévu en 2016 et des répercussions des terribles incendies de forêt qui ont dévasté Fort McMurray et perturbé la production des sables bitumineux en mai.
- Par contre, nous avons modestement relevé nos prévisions de croissance du PIB en 2016 pour quelques provinces, y compris l'Ontario et la Colombie-Britannique, en raison de l'activité plus vigoureuse que prévu – en particulier dans le secteur des ménages – dans les premiers mois de l'année.
- La Colombie-Britannique reste en tête de notre classement des taux de croissance provinciaux en 2016, avec un taux de 3,0 %, suivie de l'Ontario (2,8 %) et du Manitoba (2,3 %). Étant donné que nous avons abaissé notre prévision de croissance pour l'ensemble du pays, passée de 1,8 % auparavant à 1,4 %, le Québec (1,5 %) est devenu la seule autre province dont le taux de croissance prévu est supérieur à la moyenne nationale. L'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan devraient enregistrer une contraction de leur économie en 2016.
- Nous avons aussi apporté des changements modestes à nos perspectives pour 2017 à l'égard des provinces, en raison des révisions à la baisse apportées à nos hypothèses macroéconomiques (nous tablons désormais sur une croissance de 2,0 % de l'économie canadienne l'an prochain, contre 2,3 % auparavant). La plus grande partie de ces changements se sont traduits par une croissance prévue légèrement moins rapide l'an prochain, sauf en Alberta où la croissance devrait être stimulée par les travaux de reconstruction à Fort McMurray et la remontée de la production pétrolière après son recul en 2016.

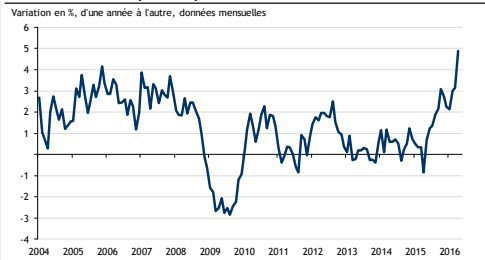
Peu de changements en 2016

Les ajustements complexes attribuables à l'effondrement des prix du pétrole que les économies des provinces ont amorcés en 2015 se poursuivront en 2016 et devraient donner lieu à de fortes divergences entre les taux de croissance des provinces, comme ce fut le cas l'an dernier. D'une part, les provinces productrices de pétrole seront aux prises avec la récession, tandis que trois provinces consommatrices de pétrole enregistreront une solide croissance. Selon notre hypothèse de base, les prix de l'or noir, malgré leurs hausses récentes, resteront peu élevés – le prix du baril de pétrole de référence West Texas Intermediate (WTI) devrait s'établir à 41 \$ US en moyenne en 2016 –, limitant les revenus et donnant lieu à de nouvelles réductions considérables des dépenses en immobilisations dans le secteur de l'énergie en 2016. Ces éléments devraient lourdement entraver la performance des provinces productrices de pétrole. Par contre, les provinces consommatrices de pétrole, comme la Colombie-Britannique, l'Ontario et, dans une moindre mesure, le Manitoba, continueront d'afficher les taux de croissance les plus élevés, en raison du bas niveau des taux d'intérêt et des coûts de l'énergie, de la dépréciation du dollar canadien et de l'amélioration de la demande américaine.

Les projets de dépenses en immobilisations déçoivent

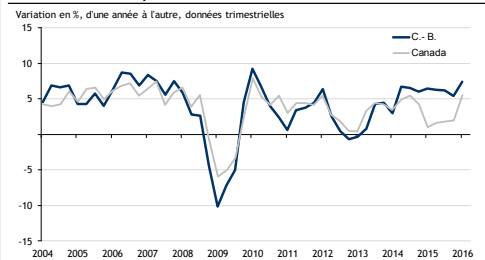
Les piètres perspectives de dépenses en immobilisations dans le secteur de l'énergie ont été confirmées par le récent sondage de Statistique Canada sur les projets de dépenses en immobilisations. Selon ce sondage, les entreprises d'extraction de pétrole et de gaz naturel envisagent de réduire leurs dépenses en immobilisations de 26 % en 2016, après les avoir réduites de 35 % en 2015, principalement en Alberta. Un recul persistant dans ce secteur était largement prévu, mais le sondage a aussi fait ressortir la baisse des dépenses envisagée par des entreprises d'autres segments du secteur privé partout au Canada, ce qui déçoit. Le Québec et la Nouvelle-Écosse sont les deux seules provinces où le secteur privé prévoit accroître ses dépenses en 2016. La hausse des dépenses du secteur public devrait toutefois combler l'écart des dépenses dans la plupart des provinces, du moins en partie.

Colombie-Britannique : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche Économique RBC

Colombie-Britannique : ventes au détail



Source : Statistique Canada, Recherche Économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	2,5	2,1	3,2	3,1	3,0	2,3
PIB nominal	2,1	2,3	4,7	4,4	4,7	4,7
Emploi	1,6	0,1	0,6	1,2	2,2	1,1
Taux de chômage (%)	6,8	6,6	6,1	6,2	6,1	5,6
Ventes au détail	1,9	2,4	5,6	6,0	5,3	4,1
Mises en chantier (unités)	27 465	27 054	28 356	31 446	40 500	35 300
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,8	2,1

Robert Hogue
Économiste principal

La Colombie-Britannique déborde de confiance

Selon les indicateurs, la Colombie-Britannique conservera le premier rang du classement des taux de croissance provinciaux en 2016. Les statistiques économiques récentes – notamment les chiffres impressionnants sur le marché de l'emploi – donnent à penser que la vigueur observée en 2014 et en 2015 se poursuit en 2016. Nous prévoyons une croissance économique d'au moins 3 % pour une troisième année d'affilée, à 3,0 % en 2016, alimentée principalement de sources intérieures. Les sources extérieures revêtiront toutefois une importance croissante au fil des mois. L'effervescence des ménages de la province, en particulier, devrait se traduire par une activité intense dans les secteurs du commerce de détail, des services et de l'habitation, comme ce fut le cas ces deux dernières années. Pour leur part, les entreprises devraient accroître leurs dépenses en immobilisations dans de nombreux secteurs de l'économie de la province ; les problèmes qui affligent le secteur de l'énergie devraient toutefois limiter la croissance à court terme. Le commerce extérieur a été moins robuste que prévu jusqu'à présent, mais la hausse soutenue des exportations hors énergie laisse entrevoir un apport accru à la croissance lorsque les conditions des exportations liées à l'énergie se seront stabilisées. En fait, les exportations devraient représenter un facteur clé de la croissance prévue de 2,3 % en 2017.

Les Britanno-Colombiens ont envie de dépenser...

Ces temps-ci, les Britanno-Colombiens ont de bonnes raisons de se réjouir. Le marché de l'emploi de la province est sans nul doute le plus robuste au Canada depuis le début de 2016, en raison de la création vigoureuse d'emplois (110 000 postes au cours des 12 derniers mois). En avril, la province affichait le taux de chômage le moins élevé au Canada (5,8 %). En outre, la valeur de leur principal actif – leur logement – a sensiblement augmenté. Dans cette province, les prix des logements ont bondi de 18 % au cours de la dernière année. À Vancouver – le marché de l'habitation le plus effervescent du Canada –, les prix des logements ont augmenté de plus de 25 % par rapport à l'an dernier. Parmi les 70 % des ménages de la Colombie-Britannique qui sont propriétaires de leur logement, nul doute qu'un bon nombre se sentent plus riches. Et ce ne sont pas les détaillants de la province qui vont s'en plaindre. Les ventes au détail restent solides depuis le début de 2016 (en hausse de 7 % par rapport à l'an dernier), après avoir affiché de robustes gains deux années de suite. Les concessionnaires automobiles en particulier font de bonnes affaires. Les ventes de véhicules neufs dans cette province ont continué de croître de plus de 10 % au cours des quatre premiers mois de 2016, après avoir atteint un niveau record en 2015. Nous prévoyons une croissance vigoureuse et soutenue de 5,3 % des ventes au détail en 2016.

... et d'acheter des logements

En grande partie pour ces mêmes raisons, nous prévoyons que le marché de l'habitation sera un facteur clé de la croissance économique en Colombie-Britannique cette année. La conjoncture favorable sur le marché de l'emploi, la confiance des ménages ainsi que l'accélération de la croissance de la population (alimentée par le solde migratoire positif de la province) devraient soutenir la solide demande de logements. Nous prévoyons donc que les constructeurs augmenteront fortement leur offre, qui reste constamment en deçà de la demande dans des marchés comme Vancouver. Selon nous, les mises en chantier devraient augmenter, passant de 31 400 unités en 2015 à 40 500 unités en 2016, leur plus haut niveau des 23 dernières années.

Les dépenses en immobilisations devraient augmenter dans les secteurs autres que celui de l'énergie

Selon le récent sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les dépenses en immobilisations des sociétés du secteur de l'énergie continueront de fléchir (de 19 %) en Colombie-Britannique en 2016. Dans les autres secteurs, toutefois, elles devraient progresser légèrement, de 0,3 %, à la faveur des fortes hausses dans les secteurs du commerce de détail et des services de transport, ainsi que dans le secteur public.

Pas de répit pour l'Alberta

Depuis quelque temps, le sort semble s'acharner sur l'Alberta. La province, déjà confrontée à de graves problèmes depuis l'effondrement des prix du pétrole au milieu de 2014, a reçu un nouveau coup dur en mai 2016, lorsque de terribles incendies de forêt ont dévasté de larges sections de Fort McMurray et interrompu d'importants projets d'exploitation des sables bitumineux dans la région. Il est encore trop tôt pour évaluer la véritable ampleur des coûts économiques liés aux incendies, mais nous supposons qu'ils retrancheront environ 0,5 % au PIB réel de l'Alberta en 2016. Toutefois, nous avons abaissé encore plus notre prévision de croissance économique en 2016 – passée de -1,6 % dans le numéro de mars de Perspectives provinciales à -2,5 % –, étant donné que la conjoncture était moins favorable que prévu avant les incendies. Ce désastre apporte toutefois une lueur d'espoir : en effet, la croissance en 2017 sera vraisemblablement plus forte que prévu, en raison de la remontée de la production pétrolière après son recul en 2016 et des travaux de reconstruction qui seront effectués à Fort McMurray. Nous avons relevé notre prévision de croissance pour 2017, qui est passée de 2,0 % à 2,2 %.

Les incendies de forêt minent un peu plus l'économie de la province

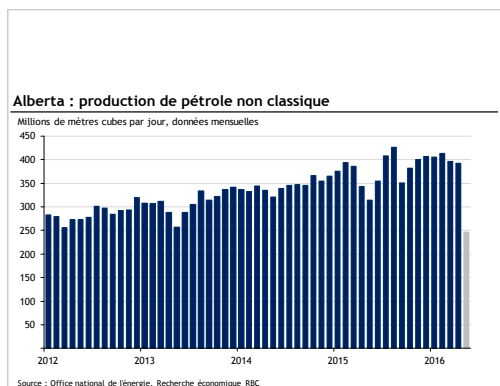
Les terribles incendies de forêt qui ont provoqué l'évacuation de Fort McMurray – le pôle résidentiel des projets d'exploitation des sables bitumineux – au début de mai 2016 ont causé des difficultés énormes à bon nombre de familles et d'entreprises dont les propriétés ont été détruites. Les incendies n'ont pas endommagé les infrastructures de production et de transport de sables bitumineux, mais près de la moitié des capacités de production des sables bitumineux ont été mises à l'arrêt en mai par mesure de précaution et pour permettre aux travailleurs (parmi lesquels se trouvaient de nombreux évacués de Fort McMurray) de composer avec de difficiles questions personnelles. Au moment d'écrire ces lignes, la situation demeurerait très instable : d'importants projets liés aux sables bitumineux étaient partiellement ou complètement interrompus ; en outre, l'ampleur et le calendrier des travaux de reconstruction des propriétés détruites restent largement à déterminer. Nous estimons toutefois que la perte de production imputable aux seuls incendies retranchera entre 0,8 % et 1,2 % à la croissance albertaine en 2016, selon la rapidité à laquelle la production des sables bitumineux reviendra à son niveau d'avant la crise. Nous prévoyons que les travaux de reconstruction qui s'amorceront au cours du second semestre de l'année compenseront en partie le coup porté à l'économie par le secteur de l'énergie en 2016. En ce moment, notre hypothèse de départ est que l'effet net des incendies retranchera environ 0,5 % à la croissance du PIB réel de l'Alberta en 2016.

Une année 2015 plus difficile que prévu...

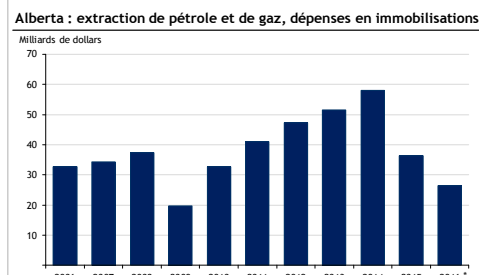
La première série d'estimations provisoires du PIB réel des provinces pour 2015, récemment publiée par Statistique Canada, montre que l'an dernier, la récession en Alberta a été beaucoup plus grave que prévu : le PIB réel selon les secteurs a plongé de 4,0 % en 2015, comparativement à 1,8 % selon nos plus récentes prévisions. Ces estimations confirment le recul prononcé des travaux de génie, des services pétroliers et gaziers ainsi que de la fabrication. Elles font aussi ressortir de plus grands signes de faiblesse dans certains segments des services, notamment le commerce de gros et de détail, ainsi que les services d'hébergement et de restauration.

... mais les perspectives s'améliorent pour 2017

En 2017, l'économie de l'Alberta devra enfin renouer avec la croissance, après deux années particulièrement pénibles. Les perspectives à court terme concernant d'importants investissements dans le secteur de l'énergie restent sombres – même si les prix de l'or noir ont regagné du terrain –, mais les perspectives relatives à la production pétrolière sont favorables, car la hausse de la production pétrolière en 2017 sera supérieure aux attentes, en raison de son recul en 2016. En outre, les travaux de reconstruction à Fort McMurray contribueront à la croissance en 2017 et par la suite.



Source : Office national de l'énergie, Recherche économique RBC



* Perspectives
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

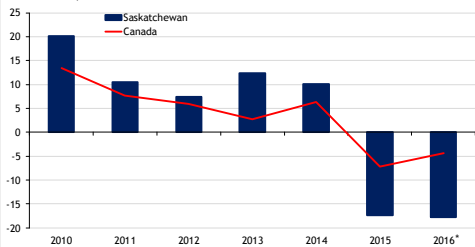
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	3,9	5,1	4,8	-3,5	-2,5	2,2
PIB nominal	4,3	10,2	9,1	-12,1	-5,4	10,8
Emploi	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,8	0,9
Taux de chômage (%)	4,6	4,6	4,7	6,0	7,9	7,2
Ventes au détail	7,0	6,9	7,5	-4,6	-3,4	2,0
Mises en chantier (unités)	33 396	36 011	40 590	37 282	24 100	25 000
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	1,2	1,3	2,1

Robert Hogue
Économiste principal

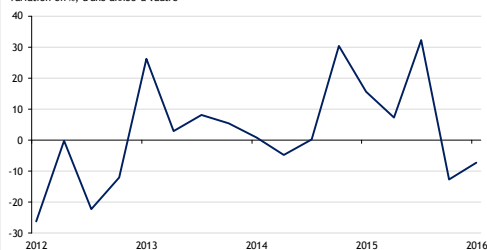
Saskatchewan : dépenses en immobilisations

Variation en %, d'une année à l'autre

*Perspectives
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan : production de potasse

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,7	5,8	1,9	-1,1	-0,2	1,8
PIB nominal	4,2	7,1	-0,9	-6,0	0,3	6,3
Emploi	2,4	3,1	1,0	0,5	-1,4	0,4
Taux de chômage (%)	4,7	4,1	3,8	5,0	6,7	6,6
Ventes au détail	7,4	5,1	4,6	-3,5	-0,2	3,1
Mises en chantier (unités)	9 968	8 290	8 257	5 149	4 900	6 800
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,6	1,8	2,9

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

L'activité a été entravée par les faibles prix du pétrole

La baisse des prix du pétrole a eu une incidence négative sur la Saskatchewan, une importante province productrice d'or noir. La plus grande diversification de son économie par rapport à l'Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador (les deux autres grandes provinces canadiennes productrices de pétrole) a contribué à atténuer cette incidence négative, mais elle n'a pu empêcher la croissance du PIB de la Saskatchewan de reculer d'environ 1,1 % en 2015. La baisse des prix du pétrole et la diminution des dépenses en immobilisations qui en découle dans le secteur de l'énergie de la province devraient continuer de plomber la croissance cette année, de sorte que la croissance globale du PIB sera négative pour une deuxième année de suite en 2016. La hausse prévue de la production agricole devrait toutefois atténuer la contraction de l'activité, en 2016. Notre hypothèse d'une remontée des prix du pétrole l'an prochain, selon une moyenne annuelle, contribue à faire revenir la croissance du PIB en territoire positif, à 1,8 %.

La croissance de 2016 révisée à la baisse

Nous avons fortement abaissé notre prévision de croissance du PIB en Saskatchewan cette année, que nous estimions à 1,2 % dans le numéro de mars de Perspectives provinciales. Cette révision à la baisse est imputable à des signes de détérioration des conditions sur le marché de l'emploi. En effet, la croissance de l'emploi a été négative au cours des premiers mois de 2016, de sorte que le taux de chômage, qui était de 5,5 % au dernier trimestre de 2015 et de 5,0 % en moyenne l'an dernier, a grimpé à 5,9 % au premier trimestre de 2016. La révision à la baisse de la croissance est aussi attribuable aux résultats décevants du sondage sur les projets de dépenses en immobilisations. Ces résultats donnent à penser que les dépenses en immobilisations globales devraient reculer de 18 % en 2016, soit presque autant que leur dégringolade de 17 % en 2015. Nous prévoyions auparavant un ralentissement de leur recul en 2016. Les faibles intentions d'investissement cette année sont fortement concentrées dans le secteur de l'énergie, en raison de la baisse des prix du pétrole. Notre prévision d'une remontée soutenue des prix de l'or noir en 2017 concorderait avec la fin de la contraction de l'activité l'an prochain.

La faible demande nuit à la production de potasse

Les prix obstinément bas du pétrole cette année devraient se traduire par un recul persistant de la production pétrolière en 2016. Le secteur minier devrait aussi souffrir des signes de baisse de la production de potasse, car le marché est confronté au tassement de la demande mondiale et aux prix peu élevés de cet élément clé des engrais agricoles. La production de potasse a progressé d'environ 16 % en 2015, mais un ralentissement tendanciel a été observé tout au long de l'année. Nous supposons que ce recul persistera cette année, étant donné que l'activité s'est contractée d'environ 8 % jusqu'à présent en 2016. La production de potasse devrait se stabiliser en 2017, à la faveur du raffermissement prévu de la croissance mondiale l'an prochain.

La production agricole devrait redémarrer

La contraction de l'activité dans ces secteurs sera principalement contrebalancée par l'accroissement de la production agricole. Ce secteur a souffert des conditions de végétation défavorables en 2015, qui ont fait fléchir légèrement (de 0,5 %) sa production. Notre hypothèse d'un retour à la normale des conditions météorologiques cette année et l'an prochain devrait se traduire par une intensification de 8 % de l'activité dans ce secteur en 2016 et de 4 % en 2017. Si la remontée prévue de la production agricole cette année était compromise par une autre année de conditions météorologiques défavorables, la croissance globale du PIB pourrait fléchir davantage.

L'élan vigoureux se poursuit en 2016

Selon les estimations préliminaires de croissance du PIB du Manitoba, qui ont été récemment publiées, la province a enregistré une croissance plus forte que prévu l'an dernier, de 2,3 %, comparativement à la croissance de 1,8 % que nous prévoyions auparavant. Les dépenses de construction, qui ont bondi d'environ 10 %, soit deux fois plus que prévu, ont représenté un facteur clé de cette vigueur inattendue. Leur hausse devrait ralentir au cours de la période envisagée, mais ce secteur demeure l'un des principaux moteurs de croissance dans cette province. En raison de cette hausse, conjuguée à l'amélioration prévue dans d'autres secteurs de l'économie manitobaine, comme la fabrication, l'économie dans son ensemble devrait continuer de croître au même rythme que l'an dernier pendant la période visée, de 2,3 % en 2016 et de 2,4 % en 2017.

Les investissements des entreprises devraient continuer de soutenir la croissance

Les résultats du récent sondage sur les projets de dépenses en immobilisations donnent à penser que celles-ci continueront de soutenir fermement la croissance. Selon le sondage, les dépenses nominales de construction devraient ralentir par rapport à leur cadence impressionnante de 19,4 % en 2015, mais la hausse prévue de 7,0 % des dépenses de construction en 2016 reste solide et supérieure à celle de la plupart des autres provinces. Les résultats du sondage concordent avec les dépenses d'envergure envisagées par Manitoba Hydro à l'égard de la centrale de Keeyask et de la ligne de transport d'énergie Bipole III. Ils concordent aussi avec les rapports informels concernant des dépenses engagées cette année à l'égard d'un important projet commercial et résidentiel dans le centre-ville de Winnipeg ; ces dépenses devraient se poursuivre pendant quelques années.

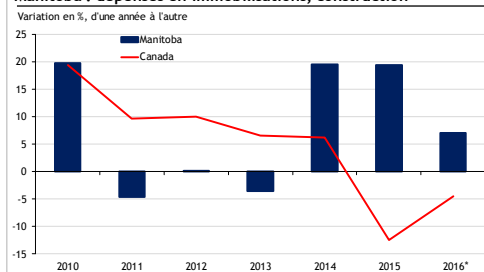
L'activité manufacturière devrait se raffermir

Au Manitoba, les ventes manufacturières ont déçu en 2015, affichant un recul de 1,5 %, mais les chiffres du dernier trimestre de 2015 font ressortir une croissance positive sur un an. Fait encourageant, les données du premier trimestre de 2016 montrent que cette croissance se poursuit et qu'elle a légèrement accéléré. Depuis longtemps, on s'attend à ce que l'activité manufacturière profite de la hausse prévue de la demande d'exportations, en raison des solides dépenses intérieures aux États-Unis et de la dépréciation du dollar canadien. Ces facteurs ont contribué au raffermissement de certains sous-secteurs manufacturiers, comme le matériel de transport et les meubles. En revanche, ils ont été largement contrebalancés par la faiblesse dans d'autres sous-secteurs, comme ceux de la machinerie et des métaux usinés, qui sont davantage tributaires de l'important secteur énergétique des deux provinces voisines, soit l'Alberta et la Saskatchewan. L'amélioration de l'activité manufacturière au cours des deux derniers trimestres est attribuable à la diminution de la faiblesse dans ces sous-secteurs. Selon nos prévisions, les facteurs favorables que représentent la solide demande américaine et la faiblesse du huard domineront de plus en plus l'activité manufacturière au Manitoba et contribueront à la croissance modeste de 3 % à 4 % des volumes au cours des deux prochaines années.

La croissance dans le secteur agricole devrait se poursuivre à un rythme modéré

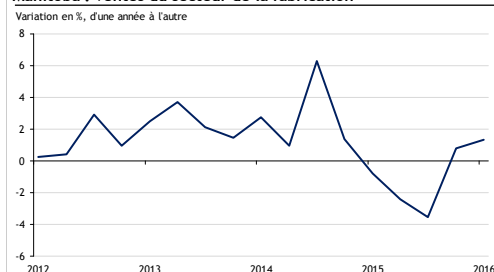
Le secteur agricole a aussi fortement contribué à la croissance en 2015 ; le volume d'activité a augmenté d'environ 9 %. L'hypothèse de conditions de croissance normales pendant la période envisagée laisse entrevoir une hausse soutenue de la production, dont le rythme devrait toutefois ralentir à 5,5 % en 2016 et à 2 % en 2017.

Manitoba : dépenses en immobilisations, construction



*Perspectives
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : ventes du secteur de la fabrication



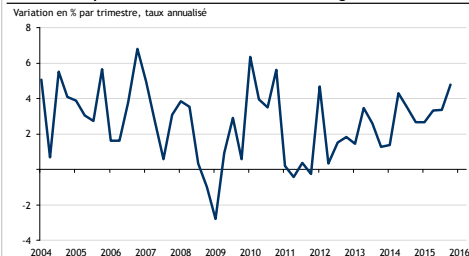
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	3,0	2,4	2,3	2,3	2,3	2,4
PIB nominal	6,4	3,5	3,5	3,6	3,9	4,6
Emploi	1,6	0,7	0,1	1,6	0,5	1,2
Taux de chômage (%)	5,3	5,4	5,4	5,6	5,6	5,3
Ventes au détail	1,3	3,9	4,3	1,5	4,7	4,3
Mises en chantier (unités)	7 242	7 465	6 220	5 501	5 700	6 800
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	1,2	1,4	2,4

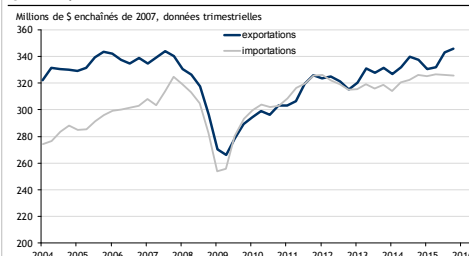
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Ontario : dépenses de consommation des ménages



Source : Ministère des Finances de l'Ontario, Recherche économique RBC

Ontario : commerce extérieur



Source : Ministère des Finances de l'Ontario, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,3	1,3	2,7	2,6	2,8	2,5
PIB nominal	3,1	1,9	4,1	4,1	4,7	4,4
Emploi	0,7	1,8	0,8	0,7	1,3	1,0
Taux de chômage (%)	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,0
Ventes au détail	1,6	2,3	5,0	4,2	5,5	4,2
Mises en chantier (unités)	76 742	61 085	59 134	70 156	72 300	65 800
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	2,3

Robert Hogue
Économiste principal

L'Ontario a le vent dans les voiles et devrait surpasser les autres provinces

Depuis quelque temps, l'économie de l'Ontario a le vent dans les voiles, ce qui porte à croire qu'elle devrait enregistrer en 2016 sa plus forte croissance en six ans. Le commerce extérieur donne des signes encourageants depuis le milieu de 2015, mais c'est le secteur des ménages qui demeure le principal facteur de croissance dans cette province, pour l'instant. Outre la rapide croissance des dépenses en biens et services des ménages, leurs investissements en infrastructures résidentielles (logements neufs et existants) continuent de faire mentir les prévisions d'un « atterrissage en douceur » et de galvaniser l'activité économique dans cette province. Les taux d'intérêt devraient demeurer peu élevés ; le dollar canadien reste autour de niveaux permettant aux entreprises ontariennes de demeurer concurrentielles à l'échelle internationale ; les gouvernements ont l'intention de stimuler l'économie : par conséquent, nous croyons que la table est mise pour que l'Ontario enregistre une croissance supérieure à celle de l'économie nationale en 2016, pour une troisième année d'affilée. Nous prévoyons une légère accélération de la croissance, de 2,6 % en 2015 à 2,8 % en 2016. Nos perspectives pour 2017 laissent entrevoir un ralentissement modeste, à 2,5 %.

Les ménages portent une grande partie du « fardeau » de la croissance

En 2015, les ménages de l'Ontario ont représenté un facteur clé de la croissance dans cette province ; cela fut particulièrement évident au quatrième trimestre. Selon les statistiques compilées par le ministère des Finances de l'Ontario, la croissance de l'économie provinciale au quatrième trimestre (estimée à 3,1 % en rythme annualisé) a été entièrement attribuable aux dépenses des ménages et aux investissements dans les infrastructures résidentielles. Les dépenses en biens et services des ménages ont affiché la plus forte croissance (4,8 % sur un an) dans cette province depuis la fin de 2010, et les investissements résidentiels ont bondi de 11,2 %, après avoir très fortement progressé au début de l'an dernier. Certains signes précurseurs donnent à penser que les ménages ontariens sont restés très actifs jusqu'ici en 2016. Les ventes de véhicules motorisés neufs et les reventes de logements demeurent à des niveaux records, et les achats des ménages continuent de fouetter les ventes des détaillants autres que les concessionnaires automobiles. Nous prévoyons un certain ralentissement des reventes de logements plus tard cette année – à cause de la détérioration de l'accès à la propriété –, mais nous croyons que les ménages continueront de porter une grande partie du « fardeau » de la croissance en 2016.

Les échanges commerciaux nets commencent à contribuer à la croissance

Notre prévision d'un apport accru du commerce extérieur à la croissance représente un thème central de nos perspectives à l'égard de l'Ontario. Malgré leur hausse décevante au premier semestre de l'an dernier (attribuable en partie à des facteurs exceptionnels), les développements récents laissent entrevoir des gains encourageants à ce chapitre. Les estimations du ministère des Finances de l'Ontario font ressortir une remontée des échanges commerciaux au cours des troisième et quatrième trimestres de l'an dernier, à la faveur de la solide progression des exportations internationales. Les statistiques mensuelles sur le commerce de marchandises donnent à penser qu'il en a été de même au premier trimestre de 2016, grâce aux fortes hausses enregistrées dans la plupart des grandes catégories d'exportations, notamment celle des véhicules automobiles et des pièces. Nous persistons à croire que le raffermissement du commerce extérieur devrait se traduire par l'élargissement de l'expansion de l'économie ontarienne.

Si seulement les entreprises pouvaient accroître leurs investissements

Cette année, les dépenses d'investissement des entreprises ontariennes risquent de décevoir. Les résultats du récent sondage sur les projets de dépenses en immobilisations montrent que les entreprises envisagent de réduire légèrement ces dépenses, de 0,1 % en 2016 ; cette baisse est entièrement imputable au secteur privé (-0,7 %), étant donné que les organismes du secteur public ont l'intention d'accroître leurs dépenses en immobilisations de 0,7 %. Si les résultats du sondage se concrétisent, l'augmentation de la capacité de production de l'Ontario en 2016 sera limitée.

La croissance augmente d'un cran

La performance économique du Québec a été contrastée ces dernières années et les résultats récents n'ont pas fait exception. Heureusement, l'économie de cette province a démarré 2016 en force et des signes montrent que certains secteurs clés ont progressé au cours des premiers mois de l'année, après avoir clôturé 2015 sur une note décevante. L'économie devrait poursuivre sa progression en dents-de-scie, mais nous croyons que sa croissance devrait s'accélérer modestement. Le Québec est l'une des provinces susceptibles de profiter le plus de la dépréciation du dollar canadien et de la conjoncture raisonnablement saine sur les marchés américain et ontarien. Par ailleurs, de nouvelles statistiques confortent notre opinion selon laquelle les dépenses en immobilisations dans cette province repartiront enfin à la hausse, après un long recul. Selon nous, la croissance du PIB réel devrait s'accélérer, passant de 1,1 % en 2015 à 1,5 % en 2016 et à 1,7 % en 2017.

L'année 2016 a bien commencé...

Selon les données disponibles à ce jour, nous estimons que l'activité économique du Québec a enregistré un regain de vigueur au premier trimestre de 2016, après s'être légèrement contractée au quatrième trimestre de 2015. Les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) montrent que la croissance mensuelle du PIB réel a sensiblement accéléré en janvier et février, laissant entrevoir une solide croissance trimestrielle de 3,4 % (en rythme annualisé) au premier trimestre de 2016, selon nos plus récentes observations. Les estimations de l'ISQ font ressortir que les principaux secteurs ont inscrit des gains appréciables par rapport au quatrième trimestre de 2015, notamment les secteurs de la fabrication, du commerce de détail, des services de transport, des services d'hébergement et de restauration, ainsi que l'administration publique, ce qui laisse entrevoir de nouvelles hausses généralisées d'ici la fin de 2016. Dans le cas du secteur manufacturier, une solide croissance a été enregistrée malgré la faiblesse persistante du segment de l'équipement aérospatial, étant donné que les gains solides de segments comme les produits alimentaires, la fabrication des produits métalliques, le papier et les meubles ont fait contrepoids. Dans le cas de l'administration publique, le regain d'activité après cinq années de quasi-stagnation indique peut-être que les fortes restrictions budgétaires ont commencé à s'atténuer dans cette province. Dans son budget de mars 2016, le gouvernement du Québec a confirmé qu'il avait atteint l'équilibre budgétaire dans son exercice 2015-2016 et qu'il devrait en être de même pour les cinq prochains exercices.

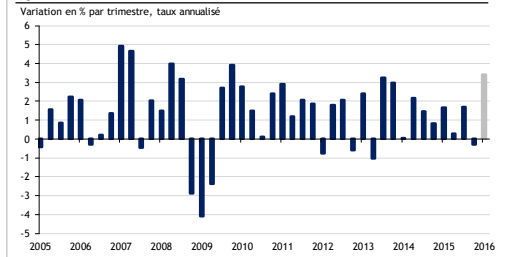
... malgré l'atonie des exportations

Le commerce extérieur a déçu au début de l'année. Plus précisément, les exportations réelles de marchandises ont augmenté d'à peine 1,7 % au premier trimestre par rapport à l'année précédente, ce qui donne à penser que la transition vers des sources extérieures de croissance est pratiquement tombée au point mort, après avoir fortement progressé dans cette province en 2014 et en 2015. La baisse des exportations d'avions et de pièces a sensiblement contrebalancé la solide progression des ventes d'électricité, de produits pharmaceutiques et de minéraux (minerai de fer, cuivre, etc.) à l'étranger. Nous restons toutefois d'avis que l'apport du commerce extérieur à la croissance du Québec ira en s'intensifiant.

Les perspectives à l'égard des dépenses en immobilisations sont enfin favorables

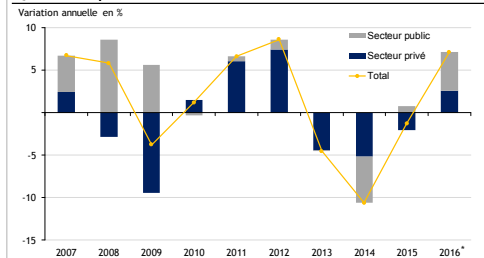
Nous croyons aussi que les dépenses d'immobilisations contribueront à cette croissance. Le plus récent sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement conforte cette opinion, étant donné que les entreprises de la province envisagent d'accroître leurs dépenses en immobilisations de 7,1 % en 2016. Il est particulièrement encourageant de constater que le Québec est l'une des deux seules provinces où les entreprises du secteur privé ont l'intention d'accroître leurs investissements, notamment de 17 % dans le secteur manufacturier.

Québec : réel PIB



Source : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

Québec : dépenses en immobilisations



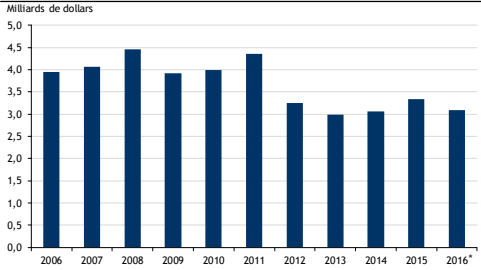
*Perspectives
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,0	1,2	1,5	1,1	1,5	1,7
PIB nominal	2,7	2,0	2,5	2,6	3,2	3,5
Emploi	0,8	1,4	0,0	0,9	0,8	0,7
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,7	7,6	7,6	7,4
Ventes au détail	1,2	2,5	1,7	0,5	3,9	3,8
Mises en chantier (unités)	47 367	37 758	38 810	37 926	36 100	34 500
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,1	1,4	2,4

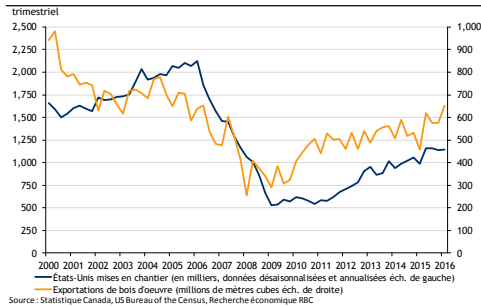
Robert Hogue
Économiste principal

Nouveau-Brunswick : dépenses en immobilisations



*Perspectives
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick : exportations de bois d'oeuvre et mises en chantier aux États-Unis



Source : Statistique Canada, US Bureau of the Census, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-1,0	0,4	-0,3	1,9	0,4	0,6
PIB nominal	0,7	0,4	0,6	3,7	2,0	2,5
Emploi	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,5	-0,2
Taux de chômage (%)	10,2	10,3	10,0	9,8	9,7	9,6
Ventes au détail	-0,7	0,7	3,8	2,4	2,4	2,4
Mises en chantier (unités)	3 299	2 843	2 276	1 995	1 600	2 000
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,5	1,9	2,5

Gerard Walsh
Économiste

Les perspectives de la province restent tributaires des exportations

Selon les estimations préliminaires de Statistique Canada, l'économie du Nouveau-Brunswick a enregistré une croissance supérieure aux attentes en 2015, à 1,9 %, grâce au secteur manufacturier et aux secteurs primaires. Mis à part le recul décevant du secteur minier, les perspectives pour ces secteurs axés sur les exportations restent largement favorables cette année et alimenteront la croissance économique au cours de la période prévisionnelle. Nos perspectives sont atténuées par la faiblesse pérenne de l'économie intérieure et les restrictions budgétaires du gouvernement provincial. Nous prévoyons que la croissance économique ralentira pour s'établir au rythme modeste de 0,4 % cette année et de 0,6 % en 2017.

Couper du bois et tirer de l'eau

En raison des répercussions de la fermeture de la raffinerie de Saint John pour des travaux d'entretien l'an dernier, les exportations ont tourné au ralenti en 2015 et cette faiblesse ne s'est toujours pas démentie cette année. Les perspectives des exportations de la province ont été assombries lorsque la mine Picadilly récemment mise en service a été fermée en raison de la faiblesse des prix de la potasse. En revanche, une année complète de production de métaux à la mine Caribou fera contrepoids, dans une certaine mesure. À l'extérieur du secteur minier et malgré le recul des exportations dans leur ensemble, on trouve des sources de vigueur dans les segments de la transformation alimentaire, des produits du bois et des produits de papier, qui laissent entrevoir une croissance des exportations. La hausse soutenue des mises en chantier aux États-Unis et les investissements dans les capacités de la province contribuent à la progression des exportations de produits du bois, qui sont en hausse de 25 % depuis le début de l'année. L'industrie touristique de la province tire aussi parti de la dépréciation du dollar canadien, qui incite les consommateurs américains à traverser la frontière. Le nombre de visiteurs arrivant en voiture a augmenté de 15 % depuis le début de l'année, contribuant peut-être à la hausse de 9 % des ventes au détail au cours de la même période.

La chute des dépenses en immobilisations contribue à la faiblesse de l'économie intérieure

Selon des statistiques récentes, les intentions de dépenses en immobilisations ont reculé de 7 % au Nouveau-Brunswick en 2016, plombées par la chute de 18 % des dépenses du secteur privé. Le fléchissement des intentions d'investissement est en partie attribuable à la fin des travaux d'entretien et de modernisation de la raffinerie pétrolière de Saint John, mais aussi au tarissement des sources de capitaux. Les intentions d'investissement dans le secteur public ont quelque peu augmenté cette année, étant donné que le gouvernement cherche à stimuler l'économie chancelante, mais elles aussi sont en perte de vitesse et assombissent les perspectives à l'égard de la construction au-delà de 2016. Dans le secteur résidentiel, l'activité diminue et les mises en chantier restent peu élevées. Le strict contrôle des dépenses par le gouvernement se traduit par des conditions difficiles pour l'économie intérieure et les fortes pertes d'emplois dans le secteur public contribuent au fléchissement de 1,5 % du nombre des emplois depuis le début de l'année. Le rythme des pertes d'emplois devrait éventuellement s'inverser, mais nous prévoyons que le Nouveau-Brunswick perdra des emplois tant en 2016 qu'en 2017, après un déclin général de l'emploi au cours de six des sept dernières années. Malgré les pertes d'emplois soutenues dans cette province, le taux de chômage a diminué en raison de la réduction de la main-d'œuvre et du nombre d'adultes en âge de travailler. Le sort de l'économie et du marché de l'emploi de la province est lié aux tendances démographiques ; en effet, un nombre moins élevé de travailleurs se traduit par une diminution de la demande de biens de consommation et de nouveaux logements. En outre, en raison de la réduction de l'assiette fiscale, le gouvernement a été confronté à un déficit structurel dans le cadre des récents budgets.

La croissance devrait s'accélérer modestement

En raison de la robustesse du secteur manufacturier et des secteurs primaires, axés sur les exportations, l'économie de la Nouvelle-Écosse a progressé l'an dernier : l'estimation provisoire de Statistique Canada à l'égard du PIB réel de 2015 fait ressortir une expansion modeste, malgré la croissance atone du secteur public, la diminution de l'activité dans le secteur de la construction et le fléchissement de la production de gaz naturel. La croissance économique devrait s'accélérer cette année, étant donné que les exportations restent favorisées par la dépréciation du dollar canadien ; en outre, l'activité de construction navale et de construction générale reste élevée à Halifax. Nous misons sur une progression de la croissance du PIB réel, qui devrait s'accélérer à 1,3 % en 2016, avant de ralentir à 1,1 % en 2017, étant donné que certains projets de construction prendront fin.

Un excédent après des années de restrictions budgétaires

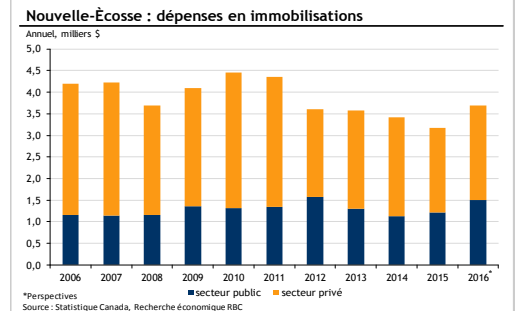
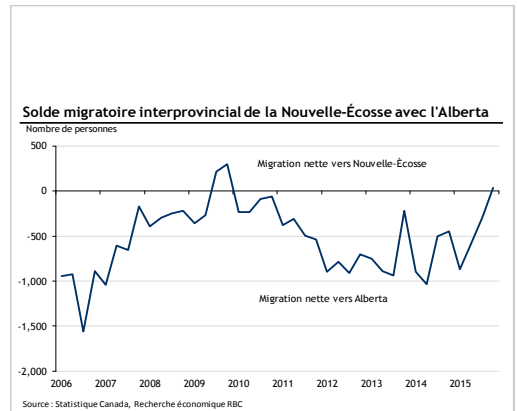
Selon le budget 2016 du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, annoncé en avril, la province serait sur le point de dégager un premier excédent en cinq ans, après des années de restrictions budgétaires. Le budget contenait peu de nouvelles initiatives, ce qui devrait limiter l'apport du secteur public au PIB et à la croissance de l'emploi. En revanche, les statistiques sur les projets de dépenses en immobilisations, dévoilées récemment par Statistique Canada, font ressortir une augmentation de 24 % des investissements dans le secteur public en 2016, en raison des travaux au nouveau centre des congrès d'Halifax. Les mises en chantier de logements collectifs ont atteint un sommet en 2015, et l'activité dans le secteur résidentiel demeurera aussi élevée cette année. En 2017, l'activité de construction devrait toutefois ralentir, car les principaux projets prendront fin, ce qui assombriera les perspectives économiques dans leur ensemble.

Le secteur manufacturier se porte bien

La croissance globale des exportations de la Nouvelle-Écosse a été de seulement 2 % en 2015, mais ce chiffre occulte d'importantes forces dynamiques à l'œuvre dans la composition des exportations de la province ; en effet, le fléchissement prononcé de la production de gaz naturel a contrebalancé la croissance robuste des catégories d'exportation hors énergie. Par conséquent, le gaz naturel ne représente plus désormais qu'une faible part des exportations (4 % au premier trimestre de 2016), de sorte que de nouvelles baisses n'auront pas une incidence significative sur la croissance globale des exportations de la province. En fait, les produits hors énergie devraient propulser les exportations globales, en raison de leur solide croissance de 13 % l'an dernier, à la faveur d'une conjoncture économique américaine favorable et de la dépréciation du dollar canadien. Le secteur manufacturier devrait aussi tirer parti de l'activité liée à la construction navale, étant donné que les navires de patrouille extracôtiers de l'Arctique seront construits à Halifax.

Le marché de l'emploi continue de subir des pressions

Malgré l'accélération prévue de la croissance économique en 2016, les perspectives du marché de l'emploi de la Nouvelle-Écosse restent sombres. Depuis le début de l'année, les pertes d'emplois dans le secteur privé ont contribué au déclin général de 0,2 % de l'emploi. Toutefois, cela ne se traduira vraisemblablement pas par une hausse du taux de chômage. La diminution de la main-d'œuvre de la province, causée par la baisse de la population en âge de travailler, exercera des pressions à la baisse sur le taux de chômage. Ceci dit, le vieillissement de la population sera compensé en partie par un renversement attendu des flux migratoires entre les provinces, en particulier avec l'Alberta, qui a été la principale destination des migrants en provenance de la Nouvelle-Écosse depuis 2000.



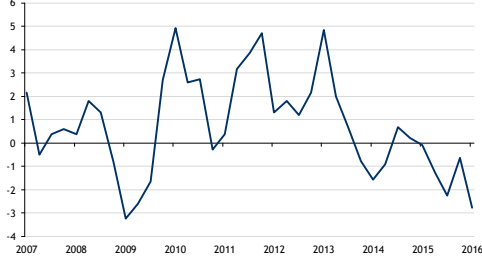
Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-0,9	0,0	0,6	0,9	1,3	1,1
PIB nominal	0,5	2,0	1,3	2,1	2,8	3,1
Emploi	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,2	-0,1
Taux de chômage (%)	9,1	9,1	8,9	8,6	8,5	8,2
Ventes au détail	1,0	2,9	2,3	-0,6	2,7	2,6
Mises en chantier (unités)	4 522	3 919	3 056	3 825	3 100	3 200
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,4	1,4	2,6

Gerard Walsh
Économiste

Île-du-Prince-Édouard : emploi

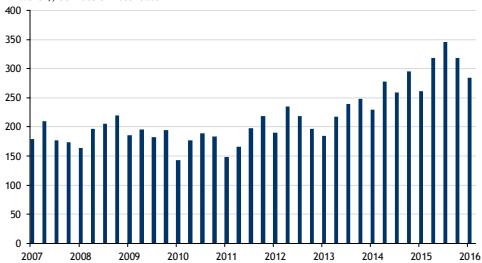
Variation en %, d'une année à l'autre, données trimestrielles



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard : exportations internationales de marchandises

Millions \$, données trimestrielles



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,2	2,0	1,5	1,5	1,3	0,9
PIB nominal	2,7	3,8	3,8	3,5	2,7	2,5
Emploi	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-0,7	-0,1
Taux de chômage (%)	11,1	11,5	10,6	10,5	10,7	10,5
Ventes au détail	3,2	0,8	3,3	2,3	3,5	2,0
Mises en chantier (unités)	941	636	511	558	570	800
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,4	2,6

Gerard Walsh
Économiste

Les exportations alimenteront une croissance soutenue de l'économie

Selon les données provisoires, le PIB de l'Île-du-Prince-Édouard a enregistré une croissance de 1,5 % en 2015, à la faveur de la croissance des services privés et des exportations ; ces secteurs devraient demeurer les principaux facteurs de croissance dans cette province en 2016. Le secteur de la construction contribuera à la croissance cette année, mais l'entravera quelque peu par la suite. Pour sa part, la croissance modeste des secteurs orientés vers l'économie intérieure atténuera légèrement la performance de l'économie dans son ensemble. Selon nos prévisions, le PIB réel devrait progresser de 1,3 % en 2016, avant de fléchir modestement à 0,9 % en 2017.

Croissance et diversification des exportations

Après de solides résultats en 2015, les exportations devraient poursuivre leur croissance en raison d'une conjoncture économique américaine favorable, de la dépréciation du dollar canadien et des investissements soutenus des sociétés exportatrices. Les contrats récents dans le secteur de l'aérospatiale donnent à penser que les sociétés augmenteront leurs capacités et leur production ; par ailleurs, la hausse de 22 % des exportations de produits alimentaires depuis le début de l'année est largement attribuable à la hausse des livraisons de homards et de pommes de terre. Les exportations ont enregistré une croissance, les sociétés exportatrices ont diversifié leurs marchés et une part accrue des exportations de la province a été acheminée en Asie. En 2015, 65 % des exportations de la province étaient destinées aux États-Unis, comparativement à 81 % en 2008. En revanche, la part de l'Asie est passée de 4 % à 13 % au cours de la même période.

Des compressions budgétaires sont évitées grâce au report du retour aux excédents

Dans le cadre de son budget 2016, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté sa TVH de 1 point de pourcentage, à 15 %, et poursuit ses dépenses déficitaires pendant une autre année afin d'éviter de réduire les services gouvernementaux. Par conséquent, le secteur public apportera cette année une contribution modeste aux secteurs orientés vers l'économie intérieure – et par ailleurs faibles – de l'économie provinciale. La hausse remarquable des ventes au détail depuis le début de l'année (8 %) devrait ralentir et le marché de l'emploi dans son ensemble a fortement reculé, de sorte que la province est sur le point de connaître une troisième année consécutive de pertes d'emplois. L'incidence du déclin de l'emploi sur le taux de chômage est atténuée par la diminution persistante de la main-d'œuvre et de la population en âge de travailler. Comme toutes les provinces de l'Atlantique, l'Île-du-Prince-Édouard est confrontée à des problèmes démographiques ; toutefois, l'immigration relativement forte, conjuguée à l'engagement de la province à accueillir des centaines de réfugiés syriens, pourrait contribuer à les contrer à court terme.

Les dépenses en immobilisations bondissent à court terme

Les projets de dépenses en immobilisations récemment divulgués par Statistique Canada font ressortir une hausse de 16 % en 2016 dans l'Île-du-Prince-Édouard ; le principal facteur de croissance sera l'installation d'un câble électrique lié au Nouveau-Brunswick, un projet de 140 millions de dollars. Malgré la valeur élevée du câble, seule une faible partie du matériel et de la main-d'œuvre proviendra de source locale, ce qui en atténue l'incidence sur la croissance de l'Île-du-Prince-Édouard. Le secteur de la construction tirera largement parti d'une hausse des investissements publics cette année, mais à compter de 2017, ce secteur sera confronté à la diminution des dépenses d'investissement publiques et aux sombres perspectives à l'égard de la construction résidentielle attribuables à la faible croissance de la population.

Un budget d'austérité dans un contexte de contraction de l'économie

Les récentes estimations préliminaires de croissance du PIB de Statistique Canada ont fait ressortir une contraction de 2,2 % du PIB de Terre-Neuve-et-Labrador en 2015, en raison de l'incidence de la baisse des prix du pétrole et de la production sur l'économie de cette province. Malgré la stabilité des perspectives à l'égard de la production pétrolière, le budget d'austérité du gouvernement et la diminution des dépenses en immobilisations entraîneront un recul soutenu du PIB provincial au cours des deux prochaines années ; ce recul aura des répercussions sur la croissance de l'emploi et sur le taux de chômage. Nous prévoyons une contraction du PIB réel de 0,3 % en 2016, puis de 0,9 % en 2017.

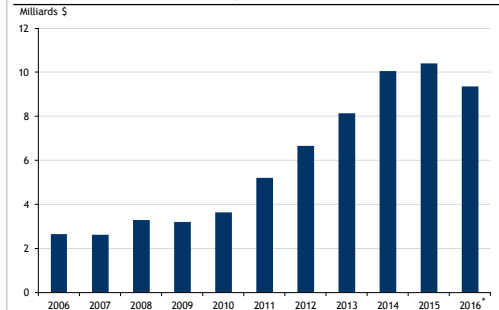
En raison de la baisse des revenus, la province décrète des hausses d'impôt et des compressions des dépenses

En raison de l'effondrement des redevances sur le pétrole, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a annoncé d'importantes compressions des dépenses et des hausses d'impôt dans son budget 2016, notamment un examen approfondi des budgets des différents ministères, des relèvements de l'impôt sur le revenu, des taxes sur l'essence, de la TVH, ainsi que la mise en place d'une cotisation de réduction du déficit de 900 \$ par personne. Mais malgré ces mesures, le gouvernement table sur des déficits supérieurs à 500 millions de dollars d'ici 2022-2023, ainsi que sur une hausse rapide de son ratio dette/PIB. Les problèmes budgétaires de la province ont incité le gouvernement fédéral à suspendre le remboursement par la province d'une dette de 267 millions de dollars et à lui octroyer des fonds dans le cadre du Programme de stabilisation fiscale. Pour sa part, le gouvernement provincial a promis de nouvelles mesures dans le cadre de sa mise à jour de l'automne, qui devraient lui suffire pour renouer avec l'équilibre budgétaire d'ici 2021-2022. D'importantes restrictions budgétaires porteront un dur coup à l'économie déjà malmenée de Terre-Neuve-et-Labrador : en effet, les hausses d'impôt réduiront les dépenses des consommateurs et les compressions de coûts se traduiront par encore plus de pertes d'emplois dans le secteur public. Le nombre d'emplois dans le secteur public a fléchi de 4 % depuis le début de l'année, comparativement à l'an dernier ; cette baisse, conjuguée au déclin de 1,3 % de l'emploi dans le secteur privé, exerce des pressions à la hausse sur le taux de chômage, qui devrait être le plus élevé de toutes les provinces pendant la période prévisionnelle.

Les investissements et l'activité de construction commencent à reculer

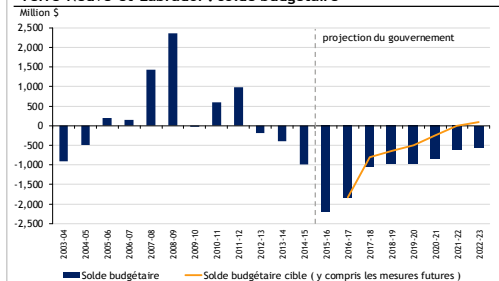
Malgré une situation budgétaire difficile, le gouvernement reste déterminé à investir dans le projet Muskrat Falls de Nalcor Energy. La construction de ce projet de 7,7 milliards de dollars a atteint un sommet l'an dernier et le ralentissement attendu de l'activité cette année explique en partie la diminution de 10 % des intentions de dépenses en immobilisations dans la province en 2016. Outre la diminution des dépenses en immobilisations, une baisse de 14 % des investissements est prévue dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, en raison de la mise en service, en 2017, du projet Hebron d'une valeur de 14 milliards de dollars. Le déclin à long terme des investissements, facteur clé de nos prévisions pour les deux prochaines années, implique des perspectives négatives pour le secteur de la construction, qui est aussi confronté à un repli de l'activité résidentielle. Les mises en chantier ont reculé de façon soutenue depuis 2012 et la baisse du prix moyen des logements, ainsi que la diminution de la population en âge de travailler, laissent entrevoir une faiblesse accrue.

Terre-Neuve-et-Labrador : dépenses en immobilisations



* Perspectives
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador : solde budgétaire



Source : Ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en br

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-4,4	5,8	-2,0	-2,2	-0,3	-0,9
PIB nominal	-4,5	9,2	-4,2	-9,5	-2,1	4,9
Emploi	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-2,0
Taux de chômage (%)	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,5
Ventes au détail	4,5	5,0	3,4	0,2	0,9	0,7
Mises en chantier (unités)	3 885	2 862	2 119	1 697	1 600	1 300
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,4	1,7	2,5

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P
T.-N. & L.	-2,0	-2,2	-0,3	-0,9	-4,2	-9,5	-2,1	4,9	-1,7	-1,0	-1,5	-2,0	11,9	12,8	13,4	14,5	2,1	1,7	1,6	1,3	3,4	0,2	0,9	0,7	1,9	0,4	1,7	2,5
Î.-P.-É.	1,5	1,5	1,3	0,9	3,8	3,5	2,7	2,5	-0,1	-1,2	-0,7	-0,1	10,6	10,5	10,7	10,5	0,5	0,6	0,6	0,8	3,3	2,3	3,5	2,0	1,6	-0,6	1,4	2,6
N.-É.	0,6	0,9	1,3	1,1	1,3	2,1	2,8	3,1	-1,1	0,1	-0,2	-0,1	8,9	8,6	8,5	8,2	3,1	3,8	3,1	3,2	2,3	-0,6	2,7	2,6	1,7	0,4	1,4	2,6
N.-B.	-0,3	1,9	0,4	0,6	0,6	3,7	2,0	2,5	-0,2	-0,6	-0,5	-0,2	10,0	9,8	9,7	9,6	2,3	2,0	1,6	2,0	3,8	2,4	2,4	2,4	1,5	0,5	1,9	2,5
QUÉ.	1,5	1,1	1,5	1,7	2,5	2,6	3,2	3,5	0,0	0,9	0,8	0,7	7,7	7,6	7,6	7,4	38,8	37,9	36,1	34,5	1,7	0,5	3,9	3,8	1,4	1,1	1,4	2,4
ONT.	2,7	2,6	2,8	2,5	4,1	4,1	4,7	4,4	0,8	0,7	1,3	1,0	7,3	6,8	6,5	6,0	59,1	70,2	72,3	65,8	5,0	4,2	5,5	4,2	2,3	1,2	1,8	2,3
MAN.	2,3	2,3	2,3	2,4	3,5	3,6	3,9	4,6	0,1	1,6	0,5	1,2	5,4	5,6	5,6	5,3	6,2	5,5	5,7	6,8	4,3	1,5	4,7	4,3	1,8	1,2	1,4	2,4
SASK.	1,9	-1,1	-0,2	1,8	-0,9	-6,0	0,3	6,3	1,0	0,5	-1,4	0,4	3,8	5,0	6,7	6,6	8,3	5,1	4,9	6,8	4,6	-3,5	-0,2	3,1	2,4	1,6	1,8	2,9
ALB.	4,8	-3,5	-2,5	2,2	9,1	-12,1	-5,4	10,8	2,2	1,2	-1,8	0,9	4,7	6,0	7,9	7,2	40,6	37,3	24,1	25,0	7,5	-4,6	-3,4	2,0	2,6	1,2	1,3	2,1
C.-B.	3,2	3,1	3,0	2,3	4,7	4,4	4,7	4,7	0,6	1,2	2,2	1,1	6,1	6,2	6,1	5,6	28,4	31,4	40,5	35,3	5,6	6,0	5,3	4,1	1,0	1,1	1,8	2,1
CANADA	2,5	1,1	1,4	2,0	4,3	0,5	2,4	5,2	0,6	0,8	0,7	0,9	6,9	6,9	7,0	6,7	189	196	191	181	4,6	1,7	3,4	3,6	2,0	1,1	1,6	2,3

Tableau comparatif

2014, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2015)	528	146	943	754	8 264	13 792	1 293	1 134	4 196	4 683
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,5	6,0	39,1	32,1	370,1	722,0	64,1	82,8	375,8	237,2
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,7	5,1	35,8	28,4	334,1	648,4	58,3	63,1	320,1	222,9
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,7	0,3	2,0	1,6	18,8	36,6	3,2	4,2	19,0	12,0
Croissance PIB réel (TAC, 2009-14, %)	1,5	1,8	0,6	0,3	1,6	2,2	2,5	3,9	5,0	2,7
PIB réel par habitant (\$ 2007)	52 347	35 071	37 944	37 685	40 670	47 402	45 539	56 249	77 680	48 048
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2009-14, %)	1,0	0,9	0,5	0,1	0,6	1,1	1,4	2,2	2,7	1,7
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 915	26 368	27 482	26 912	26 046	29 687	27 478	32 249	40 495	31 460
Croissance de l'emploi (TAC, 2010-15, %)	1,2	1,0	-0,1	-0,4	0,8	1,2	0,9	1,6	2,6	0,7
Taux d'emploi (avr. 2016, %)	53,4	58,5	57,1	56,0	59,6	60,8	63,6	65,4	67,1	60,6
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2016)	14,5	13,2	9,5	11,8	8,5	9,1	7,4	7,7	8,7	7,6
Production manufacturière (% du PIB)	4,0	9,7	7,4	11,7	13,9	12,2	11,7	6,7	6,9	6,9
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	47,3	68,5	73,1	67,2	59,4	57,4	57,4	42,6	38,8	64,6
Exportations (% du PIB)	40,7	18,6	20,7	45,7	27,7	33,6	27,0	45,9	34,9	22,4

Tableaux

Colombie-Britannique

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	199 768	194 987	200 324	206 360	211 427	215 901	222 868	229 866	236 647	242 090
	évolution (%)	0,7	-2,4	2,7	3,0	2,5	2,1	3,2	3,1	3,0	2,3
PIB nominal	millions de \$	204 406	196 250	205 117	216 786	221 414	226 605	237 188	247 610	259 248	271 311
	évolution (%)	3,1	-4,0	4,5	5,7	2,1	2,3	4,7	4,4	4,7	4,7
Nombre d'emplois	en milliers	2 242	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 306	2 357	2 382
	évolution (%)	1,6	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	2,2	1,1
Taux de chômage	(%)	4,6	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	6,2	6,1	5,6
Ventes au détail	en millions de dollars	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 273	70 272	73 989	77 011
	évolution (%)	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,6	6,0	5,3	4,1
Mises en chantier	unités	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	31 446	40 500	35 300
	évolution (%)	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	10,9	28,8	-12,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,2	122,4	125,0
	évolution (%)	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,8	2,1

Alberta

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	265 165	250 510	262 720	279 655	290 544	305 353	320 113	309 069	301 497	307 979
	évolution (%)	1,6	-5,5	4,9	6,4	3,9	5,1	4,8	-3,5	-2,5	2,2
PIB nominal	millions de \$	296 072	245 690	270 049	299 521	312 485	344 452	375 756	330 372	312 610	346 474
	évolution (%)	13,5	-17,0	9,9	10,9	4,3	10,2	9,1	-12,1	-5,4	10,8
Nombre d'emplois	en milliers	2 054	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 301	2 260	2 280
	évolution (%)	3,2	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,8	0,9
Taux de chômage	(%)	3,6	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	7,9	7,2
Ventes au détail	en millions de dollars	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 582	74 989	72 455	73 901
	évolution (%)	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,5	-4,6	-3,4	2,0
Mises en chantier	unités	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	37 282	24 100	25 000
	évolution (%)	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-8,1	-35,4	3,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,7	135,5	138,4
	évolution (%)	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	1,3	2,1

Saskatchewan

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	55 139	52 195	54 647	57 545	58 514	61 929	63 127	62 464	62 314	63 405
	évolution (%)	5,3	-5,3	4,7	5,3	1,7	5,8	1,9	-1,1	-0,2	1,8
PIB nominal	millions de \$	67 619	60 080	63 368	74 821	77 957	83 496	82 780	77 837	78 038	82 977
	évolution (%)	29,1	-11,1	5,5	18,1	4,2	7,1	-0,9	-6,0	0,3	6,3
Nombre d'emplois	en milliers	517	526	531	536	548	565	571	574	566	568
	évolution (%)	2,5	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	-1,4	0,4
Taux de chômage	(%)	4,0	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	5,0	6,7	6,6
Ventes au détail	en millions de dollars	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 143	18 477	18 438	19 004
	évolution (%)	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,6	-3,5	-0,2	3,1
Mises en chantier	unités	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 149	4 900	6 800
	évolution (%)	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-37,6	-4,8	38,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,8	133,1	136,9
	évolution (%)	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	1,8	2,9

Manitoba

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 544	51 464	52 736	54 045	55 674	57 005	58 301	59 665	61 008	62 441
	évolution (%)	3,7	-0,2	2,5	2,5	3,0	2,4	2,3	2,3	2,3	2,4
PIB nominal	millions de \$	52 154	50 804	53 308	56 197	59 781	61 897	64 077	66 385	68 965	72 138
	évolution (%)	4,9	-2,6	4,9	5,4	6,4	3,5	3,5	3,6	3,9	4,6
Nombre d'emplois	en milliers	602	601	609	612	622	626	626	636	640	647
	évolution (%)	1,5	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	0,5	1,2
Taux de chômage	(%)	4,2	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	5,6	5,3
Ventes au détail	en millions de dollars	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	18 034	18 297	19 150	19 968
	évolution (%)	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,3	1,5	4,7	4,3
Mises en chantier	unités	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 501	5 700	6 800
	évolution (%)	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-11,6	3,6	19,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,8	128,5	131,6
	évolution (%)	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	1,4	2,4

Ontario

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	601 723	582 904	600 131	614 606	622 717	631 068	648 352	665 468	683 769	700 521
	évolution (%)	0,0	-3,1	3,0	2,4	1,3	1,3	2,7	2,6	2,8	2,5
PIB nominal	millions de \$	608 446	597 882	630 989	659 743	680 084	693 210	721 970	751 266	786 592	821 175
	évolution (%)	1,1	-1,7	5,5	4,6	3,1	1,9	4,1	4,1	4,7	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	6 610	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 923	7 012	7 083
	évolution (%)	1,0	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,3	1,0
Taux de chômage	(%)	6,6	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,0
Ventes au détail	en millions de dollars	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 719	184 143	194 330	202 509
	évolution (%)	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	5,0	4,2	5,5	4,2
Mises en chantier	unités	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	70 156	72 300	65 800
	évolution (%)	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	18,6	3,1	-9,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,4	129,7	132,6
	évolution (%)	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	2,3

Québec

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	311 945	309 359	315 708	321 647	324 993	329 038	334 103	337 912	342 811	348 639
	évolution (%)	1,9	-0,8	2,1	1,9	1,0	1,2	1,5	1,1	1,5	1,7
PIB nominal	millions de \$	314 380	314 541	328 138	344 735	354 040	361 211	370 064	379 798	391 855	405 690
	évolution (%)	2,7	0,1	4,3	5,1	2,7	2,0	2,5	2,6	3,2	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	3 883	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 097	4 130	4 161
	évolution (%)	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,8	0,7
Taux de chômage	(%)	7,2	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,6	7,4
Ventes au détail	en millions de dollars	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 137	108 727	112 989	117 227
	évolution (%)	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	0,5	3,9	3,8
Mises en chantier	unités	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	37 926	36 100	34 500
	évolution (%)	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-2,3	-4,8	-4,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	124,7	126,4	129,5
	évolution (%)	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	1,4	2,4

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 501	28 080	28 643	28 702	28 417	28 530	28 436	28 988	29 089	29 264
	évolution (%)	0,8	-1,5	2,0	0,2	-1,0	0,4	-0,3	1,9	0,4	0,6
PIB nominal	millions de \$	28 779	28 857	30 213	31 500	31 723	31 857	32 056	33 257	33 908	34 759
	évolution (%)	1,7	0,3	4,7	4,3	0,7	0,4	0,6	3,7	2,0	2,5
Nombre d'emplois	en milliers	361	360	358	356	353	355	354	352	350	349
	évolution (%)	0,9	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,5	-0,2
Taux de chômage	(%)	8,5	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	9,7	9,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 528	11 808	12 093	12 389
	évolution (%)	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,8	2,4	2,4	2,4
Mises en chantier	unités	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	1 995	1 600	2 000
	évolution (%)	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-12,3	-19,8	25,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,4	127,9	131,1
	évolution (%)	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	1,9	2,5

Nouvelle-Écosse

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 618	34 721	35 693	35 884	35 567	35 562	35 758	36 080	36 549	36 951
	évolution (%)	2,0	0,3	2,8	0,5	-0,9	0,0	0,6	0,9	1,3	1,1
PIB nominal	millions de \$	35 416	34 931	36 849	37 652	37 835	38 576	39 077	39 908	41 034	42 315
	évolution (%)	4,3	-1,4	5,5	2,2	0,5	2,0	1,3	2,1	2,8	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	452	450	451	453	458	453	448	448	447	447
	évolution (%)	1,0	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,2	-0,1
Taux de chômage	(%)	7,6	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,5	8,2
Ventes au détail	en millions de dollars	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 915	13 827	14 198	14 569
	évolution (%)	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,3	-0,6	2,7	2,6
Mises en chantier	unités	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	3 825	3 100	3 200
	évolution (%)	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	25,2	-19,0	3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,3	131,2	134,6
	évolution (%)	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,4	1,4	2,6

Île-du-Prince-Édouard

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 683	4 695	4 800	4 895	4 952	5 051	5 126	5 203	5 268	5 315
	évolution (%)	1,1	0,3	2,2	2,0	1,2	2,0	1,5	1,5	1,3	0,9
PIB nominal	millions de \$	4 754	4 927	5 222	5 424	5 573	5 783	6 003	6 214	6 380	6 541
	évolution (%)	2,7	3,6	6,0	3,9	2,7	3,8	3,8	3,5	2,7	2,5
Nombre d'emplois	en milliers	69	68	70	72	73	74	74	73	73	73
	évolution (%)	0,8	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-0,7	-0,1
Taux de chômage	(%)	10,8	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,5	10,7	10,5
Ventes au détail	en millions de dollars	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 005	2 052	2 124	2 167
	évolution (%)	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,3	2,3	3,5	2,0
Mises en chantier	unités	712	877	756	940	941	636	511	558	570	800
	évolution (%)	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	9,2	2,2	40,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	129,3	131,1	134,5
	évolution (%)	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,4	2,6

Terre-Neuve-et-Labrador

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 629	25 740	27 164	27 946	26 719	28 272	27 695	27 086	26 994	26 751
	évolution (%)	-1,5	-10,1	5,5	2,9	-4,4	5,8	-2,0	-2,2	-0,3	-0,9
PIB nominal	millions de \$	31 572	25 001	29 085	33 539	32 032	34 991	33 514	30 316	29 669	31 136
	évolution (%)	8,6	-20,8	16,3	15,3	-4,5	9,2	-4,2	-9,5	-2,1	4,9
Nombre d'emplois	en milliers	221	215	223	232	241	243	239	236	233	228
	évolution (%)	1,9	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-2,0
Taux de chômage	(%)	13,3	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,5
Ventes au détail	en millions de dollars	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 882	8 900	8 982	9 041
	évolution (%)	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	0,2	0,9	0,7
Mises en chantier	unités	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 697	1 600	1 300
	évolution (%)	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-19,9	-5,7	-18,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,0	131,1	134,4
	évolution (%)	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,4	1,7	2,5

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.